

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,

Y. COPPIETERS

De Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur,

J. GALANT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,

V. LESCRENIER

De Minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens,

C. NEVEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

A.-C. DALCQ

Nota

(1) Zitting 2025-2026.

Stukken van het Waalse Parlement, 314 (2024-2025) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 september 2025.

Bespreking

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2025/007131]

11 SEPTEMBRE 2025. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2024/02 - (sous-bassins hydrographiques concernés : Dendre, Escaut-Lys, Moselle et Ourthe)

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu le livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79 ;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290 ;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 21 décembre 2017 (M.B. du 15 janvier 2018), du 6 décembre 2018 (M.B. 4 janvier 2019) et du 28 octobre 2021 (M.B. du 22 novembre 2021) ;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 (M.B. du 10 janvier 2006) et modifié par le Gouvernement wallon en date du 20 mars 2014 (M.B. du 3 avril 2014), du 20 septembre 2018 (M.B. 23 octobre 2018), du 6 décembre 2018 (M.B. du 4 janvier 2019), du 4 avril 2019 (M.B. du 4 juin 2019), du 28 octobre 2021 (M.B. du 22 novembre 2021), du 25 avril 2024 (M.B. du 17 juin 2024) et du 27 mars 2025 ;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle, approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005) et modifié par le Gouvernement wallon en date du 5 mars 2015 (M.B. du 18 mars 2015), du 4 avril 2019 (M.B. du 4 juin 2019), du 6 février 2020 (M.B. du 25 février 2020), du 27 août 2020 (M.B. du 21 septembre 2020), du 28 avril 2022 (M.B. du 2 juin 2022), du 25 avril 2024 (M.B. du 17 juin 2024) et du 27 mars 2025 ;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005) et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 avril 2012 (M.B. du 3 mai 2012), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018), du 4 avril 2019 (M.B. du 4 juin 2019), du 28 octobre 2021 (M.B. du 22 novembre 2021), du 28 avril 2022 (M.B. du 2 juin 2022), du 10 avril 2024 (M.B. du 31 mai 2024), du 25 avril 2024 (M.B. du 17 juin 2024) et du 27 mars 2025 ;

MODIFICATIONS DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que le projet de modifications de PASH 2024/02 compte 12 demandes de modifications portant particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome au régime d'assainissement collectif de la Chaussée de Mons à Barry, sur le territoire communal de Tournai (modification n° 02.16) ;

- le passage du régime d'assainissement collectif au régime d'assainissement autonome de la rue des Prés à Silly, sur le territoire communal de Silly (modification n° 02.17) ;

- le passage du régime d'assainissement collectif au régime d'assainissement autonome de la Chaussée de Ghislenghien, sur le territoire communal de Silly (modification n° 02.18) ;

- le passage du régime d'assainissement autonome au régime d'assainissement collectif du Chemin Vert à Orcq, sur le territoire communal de Tournai (modification n° 04.36) ;

- le passage de l'assainissement collectif au régime d'assainissement autonome de la Place de Thimougies, sur le territoire communal de Tournai (modification n° 04.37) ;

- le passage du régime d'assainissement collectif au régime d'assainissement autonome de la rue de Rosières à Béclers (modification n° 04.38) ;

- le passage du régime d'assainissement collectif au régime d'assainissement autonome de la Rue du Renard à Havinnes, sur le territoire communal de Tournai (modification n° 04.39) ;

- le passage du régime d'assainissement autonome au régime d'assainissement collectif de la rue des Crupes à Mont-Saint-Aubert, sur le territoire communal de Tournai (modification n° 04.40) ;
- le passage du régime d'assainissement autonome au régime d'assainissement collectif de la rue du Printemps à Willemeau, sur le territoire communal de Tournai (modification n° 04.41) ;
- le passage du régime d'assainissement autonome au régime d'assainissement collectif du village de Grendel, sur le territoire communal d'Attert (modification n° 09.34) ;
- le passage du régime d'assainissement autonome au régime d'assainissement collectif du village de Tintange, sur le territoire communal de Fauvillers (modification n° 09.35) ;
- le passage du régime d'assainissement collectif au régime d'assainissement autonome de la rue Saint-Isidore à Gênes, sur le territoire communal de Rendeux (modification n° 10.59) ;

Considérant que conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau et des articles D.52 à D.61 du Code de l'Environnement, une évaluation environnementale des incidences sous la forme d'un rapport appelé rapport d'incidences environnementales (RIE) a été réalisée pour le projet de modifications de PASH 2024/02 ;

Considérant que, suivant l'article R.289, § 1^{er}, du Code de l'Eau, le Gouvernement a chargé la SPGE de soumettre ce projet de modifications de PASH ainsi que son RIE à la consultation des communes concernées et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie ;

Considérant que complémentirement, la SPGE a consulté le pôle « Environnement » ;

Vu la demande d'avis envoyée le 14 janvier 2025 par la SPGE aux communes concernées, aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie et au pôle « Environnement » ;

Considérant que, conformément à l'article R.289, § 2, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la SPGE ; passé ce délai, les avis sont réputés favorables ;

Vu l'avis favorable de la SPGE sur l'ensemble des modifications du projet 2024/02 ;

Vu l'avis favorable d'une des cinq communes (Fauvillers) sur le projet de modifications 2024/02 ;

Vu l'avis réputé favorable (absence d'avis) pour les quatre autres communes concernées (Attert, Rendeux, Silly et Tournai) consultées ;

Vu l'avis favorable du pôle « Environnement » sur le projet de modifications de PASH 2024/02 ;

Vu l'avis favorable du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement sur le projet de modifications 2024/02 ;

Vu l'avis réputé favorable du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie sur le projet de modifications ;

Considérant les commentaires apportés par la SPGE et figurant dans le rapport de projet repris en annexe I de l'arrêté ;

Vu le rapport relatif au projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique 2024/02, visé à l'annexe I ;

Vu la déclaration environnementale sur le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2024/02 élaborée suivant les articles D.60 du Code de l'Environnement et R.289, § 2, du Code de l'Eau, visée à l'annexe II ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2024/02 visé à l'annexe I et la déclaration environnementale visée à l'annexe II.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 septembre 2025.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,

Y. COPPIETERS

Annexe I. — Projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2024/02

Le rapport du projet de modifications de PASH n°2024/02 est composé d'un rapport relatif aux modifications de PASH comprenant les cartes associées à chaque modification, ainsi que le rapport d'évaluation des incidences environnementales (RIE).

Le rapport de projet synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments, ainsi que la déclaration environnementale, peuvent être consultés auprès de la Société Publique de Gestion de l'Eau, 14-16, avenue de Stassart à 5000 Namur ainsi que sur le site de la SPGE : <http://www.spge.be> (Rubrique « PASH » ; Sous-rubrique « Modifications ponctuelles »).

Annexe II. — Déclaration environnementale sur le projet de
modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2024/02

La déclaration environnementale a été rédigée conformément à l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. Elle résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le projet de modifications de PASH 2024/02, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les remarques émises ont été pris en compte.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2025/007131]

11. SEPTEMBER 2025 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Entwurfs der Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2024/02 - (betroffene Zwischeneinzugsgebiete: Dender, Schelde-Leie, Mosel und Ourthe)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates (91/271/EWG) vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender, der von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 (B.S. vom 2. Dezember 2005) genehmigt und von ihr am 21. Dezember 2017 (B.S. vom 15. Januar 2018), am 6. Dezember 2018 (B.S. vom 4. Januar 2019) und am 28. Oktober 2021 (B.S. vom 22. November 2021) abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie, der von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 (B.S. vom 10. Januar 2006) genehmigt und von ihr am 20. März 2014 (B.S. vom 3. April 2014), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018), am 6. Dezember 2018 (B.S. vom 4. Januar 2019), am 4. April 2019 (B.S. vom 4. Juni 2019), am 28. Oktober 2021 (B.S. vom 22. November 2021), am 25. April 2024 (B.S. vom 17. Juni 2024) und am 27. März 2025 abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel, der von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 (B.S. vom 2. Dezember 2005) genehmigt und von ihr am 5. März 2015 (B.S. vom 18. März 2015), am 4. April 2019 (B.S. vom 4. Juni 2019), am 6. Februar 2020 (B.S. vom 25. Februar 2020), am 27. August 2020 (B.S. vom 21. September 2020), am 28. April 2022 (B.S. vom 2. Juni 2022), am 25. April 2024 (B.S. vom 17. Juni 2024) und am 27. März 2025 abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe, der von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 (B.S. vom 2. Dezember 2005) genehmigt und von ihr am 19. April 2012 (B.S. vom 3. Mai 2012), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018), am 4. April 2019 (B.S. vom 4. Juni 2019), am 28. Oktober 2021 (B.S. vom 22. November 2021), am 28. April 2022 (B.S. vom 2. Juni 2022), am 10. April 2024 (B.S. vom 31. Mai 2024), am 25. April 2024 (B.S. vom 17. Juni 2024) und am 27. März 2025 abgeändert wurde;

ABÄNDERUNGEN IM SANIERUNGSPLAN PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

Aufgrund der Tatsache, dass der Entwurf der Änderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet (SpZeg) Nr. 2024/02 12 Anträge auf Änderungen enthält, die sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Chaussée de Mons in Barry auf dem Gebiet der Gemeinde Tournai (Änderung Nr. 2.16);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue des Prés in Silly auf dem Gebiet der Gemeinde Silly (Änderung Nr. 2.17);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Chaussée de Ghislenghien auf dem Gebiet der Gemeinde Silly (Änderung Nr. 2.18);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Chemin Vert in Orcq auf dem Gebiet der Gemeinde Tournai (Änderung Nr. 4.36);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für den Place de Thimougies auf dem Gebiet der Gemeinde Tournai (Änderung Nr. 4.37);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue de Rosières in Béciers (Änderung Nr. 4.38);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue du Renard in Havinnes auf dem Gebiet der Gemeinde Tournai (Änderung Nr. 4.39);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue des Crupes in Mont-Saint-Aubert auf dem Gebiet der Gemeinde Tournai (Änderung Nr. 4.40);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue du Printemps in Willemeau auf dem Gebiet der Gemeinde Tournai (Änderung Nr. 4.41);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Grendel auf dem Gebiet der Gemeinde Attert (Änderung Nr. 9.34);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Tintange auf dem Gebiet der Gemeinde Fauvillers (Änderung Nr. 9.35);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue Saint-Isidore in Genes auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Änderung Nr. 10.59);

In der Erwägung, dass gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches und der Artikel D.52 bis D.61 des Umweltgesetzbuches für den Entwurf der Änderungen des SpZeg Nr. 2024/02 eine Umweltverträglichkeitsprüfung in der Form eines Umweltverträglichkeitsberichts (UVB) durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung gemäß Artikel R.289 § 1 des Wassergesetzbuches die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (SPGE) beauftragt hat, diesen Entwurf der Änderungen des SpZeg sowie seinen UVB den betroffenen Gemeinden und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Beratung vorzulegen;

In der Erwägung zusätzlich, dass die SPGE den Pool "Umwelt" zu Rate gezogen hat;

Aufgrund des Antrags auf Abgabe einer Stellungnahme, der am 14. Januar 2025 von der SPGE an die betroffenen Gemeinden, die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und den Pool "Umwelt" gerichtet wurde;

In der Erwägung, dass die Stellungnahmen gemäß Artikel R.289 § 2 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der SPGE übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme der SPGE über die gesamten projektierten Änderungen des Entwurfs 2024/02;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme einer der fünf Gemeinden (Fauvillers) zum Entwurf der Änderungen des SpZeg 2024/02;

Aufgrund der als günstig geltenden Stellungnahme (keine Stellungnahme) der vier anderen betroffenen Gemeinden (Attert, Rendeux, Silly und Tournai), die zu Rate gezogen wurden;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme des Pools "Umwelt" zum Entwurf der Änderungen des SpZeg 2024/02;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zum Entwurf der Änderungen des SpZeg 2024/02;

Aufgrund der als günstig geltenden Stellungnahme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie zum Entwurf der Änderungen;

In Erwägung der von der SPGE geäußerten Kommentare, die im Projektbericht in Anhang I zum Erlass enthalten sind;

Aufgrund des Berichts über den Entwurf der Änderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet 2024/02, der in Anhang I erwähnt wird;

Aufgrund der in Anhang II erwähnten und gemäß den Artikeln D.60 des Umweltgesetzbuches und R.289 § 2 des Wassergesetzbuches erarbeiteten Umwelterklärung über den Entwurf der Änderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2024/02;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Entwurf der Änderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2024/02 sowie die in Anhang II erwähnte Umwelterklärung.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. September 2025

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

Anhang I — Entwurf der Änderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2024/02

Der Bericht über den Entwurf der Änderungen des SpZeg Nr. 2024/02 besteht aus einem Bericht über die Änderungen des SpZeg, der die Karten, die mit jeder Änderung verbunden sind, sowie den Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) enthält.

In diesem Projektbericht werden Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Instanzen und Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht umfasst ebenfalls die erforderlichen Anpassungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Gebiets der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente sowie die Umwelterklärung können bei der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, 14-16, avenue de Stassart in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der SPGE <http://www.spge.be> (Rubrik « PASH »; Unterrubrik « Modifications ponctuelles ») eingesehen werden.

Anhang II — Umwelterklärung über den Entwurf zu den Änderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2024/02

Die Umwelterklärung wurde gemäß Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches verfasst. Sie fasst zusammen, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Entwurf der Änderungen des SpZeg 2024/02 eingegliedert und der Umweltverträglichkeitsbericht und die geäußerten Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2025/007131]

11 SEPTEMBER 2025. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2024/02 – (betrokken onderstroomgebieden: Dijle-Gete, Schelde-Leie, Moesel en Ourthe)

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater.

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 21 december 2017 (*Belgisch Staatsblad* van 15 januari 2018), 6 december 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 4 januari 2019) en 28 oktober 2021 (*Belgisch Staatsblad* van 22 november 2021);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie, goedgekeurd door de Waalse Regering op 22 december 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 10 januari 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 20 maart 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 3 april 2014), 20 september 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 2018), 6 december 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 4 januari 2019), 4 april 2019 (*Belgisch Staatsblad* van 4 juni 2019), 28 oktober 2021 (*Belgisch Staatsblad* van 22 november 2021), 25 april 2024 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2024) en 27 maart 2025;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moesel, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 5 maart 2015 (*Belgisch Staatsblad* van 18 maart 2015), op 4 april 2019 (*Belgisch Staatsblad* van 4 juni 2019), op 6 februari 2020 (*Belgisch Staatsblad* van 25 februari 2020), 27 augustus 2020 (*Belgisch Staatsblad* van 21 september 2020) 28 april 2022 (*Belgisch Staatsblad* van 2 juni 2022), 25 april 2024 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2024) en 27 maart 2025;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 april 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 3 mei 2012), 20 september 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 2018), 4 april 2019 (*Belgisch Staatsblad* van 4 juni 2019), 28 oktober 2021 (*Belgisch Staatsblad* van 22 november 2021), 28 april 2022 (*Belgisch Staatsblad* van 2 juni 2022), 10 april 2024 (*Belgisch Staatsblad* van 31 mei 2024), 25 april 2024 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2024) en 27 maart 2025 ;

WIJZIGINGEN VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied "PASH 2024/02" 12 aanvragen tot wijzigingen telt, die in het bijzonder betrekking hebben op:

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Chaussée de Mons" te Barry, op het gemeentelijk gebied van Doornik (wijziging nr. 02.16);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue des Prés" te Silly, op het gemeentelijk grondgebied van Silly (wijziging nr. 02.17);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Chaussée de Ghislenghien" te Silly, op het gemeentelijk grondgebied van Silly (wijziging nr. 02.18);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Chemin Vert" te Orcq, op het gemeentelijk grondgebied van Doornik (wijziging nr. 04.36);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Place de Thimougies", op het gemeentelijk grondgebied van Doornik (wijziging nr. 04.37);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue de Rosières" te Beclers, op het gemeentelijk grondgebied van Verviers (wijziging nr. 04.38);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Rue du Renard" te Havinnes, op het gemeentelijk grondgebied van Doornik (wijziging nr. 04.39);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue des Crupes" te Mont-Saint-Aubert, op het gemeentelijke gebied van Doornik (wijziging nr. 04.40);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue du Printemps" te Willemeau, op het gemeentelijk grondgebied van Charleroi (wijziging nr. 04.41);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Grendel, op het gemeentelijk gebied van Attert (wijziging nr. 09.34);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Tintange, op het gemeentelijke grondgebied van Fauvillers (wijziging nr. 09.35);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue Saint-Isidore" te Gênes, op het gemeentelijk grondgebied van Rendeux (wijziging nr. 10.59);

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek en de artikelen D.52 tot D.61 van het Milieuwetboek, een milieueffectbeoordeling is uitgevoerd in de vorm van een rapport, milieueffectrapport (RIE) genoemd, voor het ontwerp tot wijziging van de PASH 2024/02;

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.289, § 1, van het Waterwetboek, de Regering de "SPGE" ermee heeft belast dit ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied (PASH) alsook het milieueffectrapport (RIE) ervan, te onderwerpen aan de raadpleging van de betrokken gemeenten, en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de "SPGE" de Beleidsgroep "Leefmilieu" ter aanvulling heeft geraadpleegd;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 14 januari 2025 door de "SPGE" aan de betrokken gemeenten, aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en aan de Beleidsgroep "Leefmilieu";

Overwegende dat, overeenkomstig artikel R.289, § 2, van het Waterwetboek, de adviezen binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na afloop van die termijn, worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op het gunstig advies van de “SPGE.” betreffende alle wijzigingen van het project 2024/02;
 Gelet op het gunstig advies van één van de vijf gemeenten (Fauvillers) over het ontwerp tot wijzigingen 2024/02;
 Gelet op het gunstig geacht advies (gebrek aan advies) voor de vier andere geraadpleegde gemeenten (Attert, Rendeux, Silly en Doornik);
 Gelet op het gunstig advies van de Beleidsgroep “Leefmilieu” over het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied (PASH) 2024/02;
 Gelet op het gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst, Landbouw, Landelijke aangelegenheden en Leefmilieu betreffende het ontwerp tot wijzigingen 2024/02;
 Gelet op het gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijk Beleid, Huisvesting, Erfgoed en Energie over het ontwerp tot wijzigingen;
 Gelet op de opmerkingen vanuit de “SPGE” vermeld in het ontwerpverslag opgenomen in bijlage I van het besluit;
 Gelet op het rapport betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2024/02, bedoeld in bijlage I;
 Gelet op de milieuverklaring betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/02 uitgewerkt overeenkomstig de artikelen D.60 van het Milieuwetboek en R.289, § 2, van het Waterwetboek, bedoeld in bijlage II;
 Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;
 Na beraadslaging,
 Besluit:

Artikel 1. Het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2024/02 bedoeld in bijlage I, en de milieuverklaring bedoeld in bijlage II worden door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 september 2025.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
 A. DOLIMONT
 De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
 Y. COPPIETERS

Bijlage I. — Ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2024/02

Het rapport van het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied (PASH) nr. 2019/02 bestaat uit een rapport met betrekking tot de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten, alsook het milieueffectenrapport (RIE).

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit rapport van ontwerp samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze bestanddelen, alsook de milieuverklaring, liggen ter inzage bij de “Société publique de Gestion de l’Eau” (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), 14-16, avenue de Stassart, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de “SPGE” ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek “PASH”; Onderrubriek “Modifications ponctuelles”).

Bijlage II. — Milieuverklaring met betrekking tot het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2024/02

De milieuverklaring is opgesteld overeenkomstig artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek. Ze is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied (PASH) 2024/02, en waarop het milieueffectenrapport en opmerkingen in overweging werden genomen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2025/007139]

11 SEPTEMBRE 2025. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière d’aide agricole en vue de mettre en œuvre la conditionnalité sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l’aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d’intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;